



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 24 juillet 2025

Nos réf. : SHM/TA/MT n° 25 - 215

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EMC2

Villiers Village CD 209 - 52000 VILLIERS-LE-SEC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 juillet 2025 dans l'établissement EMC2 - VILLIERS VILLAGE implanté Villiers Village CD 209 52000 VILLIERS-LE-SEC. L'inspection a été annoncée le 15 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le principal danger présenté par les silos de stockage de céréales ou de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables est l'explosion. La réglementation encadrant l'exploitation de ces installations insiste par conséquent sur le nettoyage régulier des locaux et équipements.

Il s'agit de la première mesure de prévention du risque d'explosion à mettre en œuvre par les exploitants de silos, car la présence de poussières accumulées dans les différentes zones des bâtiments accroît considérablement la probabilité et les conséquences d'une éventuelle explosion.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'examen de l'application effective de cette mesure de prévention sur une partie des silos de la Haute-Marne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC2 - VILLIERS VILLAGE
- Villiers Village CD 209 52000 VILLIERS-LE-SEC
- Code AIOT : 0005701359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site EMC2 de VILLIERS-LE-SEC « Village » comporte des installations de stockage de céréales (silos) et une installation de stockage d'engrais solides (dont ammonitrates). Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 1737 du 30 mai 1991.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX : Risques accidentels, Explosion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10	Sans objet
2	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1	Sans objet
3	Dispositifs de nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 3	Sans objet
4	Fréquence du nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré un site régulièrement nettoyé. L'installation étant quotidiennement occupée, le nettoyage est entrepris dès qu'un empoussièrement est constaté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 alinéas 7 à 10
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.
Constats : La vérification des installations électriques a été réalisée le 04 mars 2025. Le rapport relatif à la conformité électrique, référencé 0367311A2501R002, et le rapport relatif à la prévention des risques liés aux effets de l'électricité statique et aux courants vagabonds, référencé 0367311A2501R003, ont été présentés. Le rapport relatif à la prévention des risques liés aux effets de l'électricité statique et aux courants vagabonds montre qu'aucun écart n'a été constaté sur les équipements électriques susceptibles d'être à l'origine d'explosions. Néanmoins le rapport relatif à la conformité électrique montre 12 observations dont 2 nécessitant une action corrective immédiate et 7 nécessitant une action corrective à court terme, les 3 autres observations pouvant être corrigées à moyen terme. L'exploitant a fourni les fiches de travail des 2 au 4 avril 2025 attestant de la levée des non-conformités relevées dans le rapport DEKRA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
Constats : En début de matinée, l'inspection des installations classées accompagnée du responsable du site a vérifié tous les niveaux, le pied d'élévateur ainsi que les galeries. L'exploitant était en cours de nettoyage ayant terminé à 21h la veille au soir les transferts des céréales des fosses vers les silos. L'inspection des installations classées n'a pas noté d'empoussièrement notable à l'exception de deux espaces en cours de nettoyage. L'exploitant a procédé à la poursuite de ce nettoyage et a transmis par courriel le jour même les photos montrant le nettoyage réalisé. Les symboles peints au sol sont visibles. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
Constats : Le site dispose d'une centrale d'aspiration. Le dispositif d'aspiration est certifié ATEX. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquence du nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Prescription contrôlée : La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La consultation de la fiche de suivi montre que le dernier nettoyage a été réalisé le 16 juillet 2025. L'empoussièrement constaté le 17 juillet 2025 est dû à l'activité depuis ce dernier nettoyage. Le nettoyage est exécuté régulièrement en fonction de l'empoussièrement constaté. Ce point de contrôle est conforme aux prescriptions du présent article
Type de suites proposées : Sans suite